



## Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Bernard TRAVIER

## **Transports et Mobilité - Mise en œuvre de la politique cyclable de Montpellier Méditerranée Métropole - Voyage d'études sur la politique cyclable à Copenhague (Danemark) du 22 au 24 octobre - Prise en charge des frais - Autorisation**

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a validé son Schéma Directeur des Mobilités Actives (SDMA) par délibération du 21 décembre 2018, avec pour objectif affiché d'atteindre une part modale de 9 % des déplacements à vélo d'ici 2024, conformément au Plan vélo national.

Pour y parvenir, le principal levier consiste à réaliser un réseau structurant d'aménagements cyclables continus, lisibles, directs, sécurisés et confortables. A ce titre, la Métropole a répondu à l'appel à projets national sur les continuités cyclables par délibération du 30 septembre 2019, pour lequel elle a été lauréate sur 3 projets d'aménagements cyclables.

Parallèlement, un « *écosystème vélo* » constitué d'un ensemble de services dédiés au vélo permettra de rendre ce mode de déplacement réellement attractif à l'échelle métropolitaine : offre de stationnements sécurisés, réparation, entretien, sensibilisation de l'ensemble des publics à la pratique et au respect de la pratique du vélo, etc...

C'est donc une véritable « *vélorution* » locale que Montpellier Méditerranée Métropole a entrepris depuis bientôt un an.

Afin que les décideurs politiques, accompagnés de techniciens chargés de la mise en œuvre de cette politique et de représentants associatifs, puissent observer les effets bénéfiques que procure une ville cyclable dans le bon fonctionnement de la mobilité urbaine et de son économie, il a été jugé comme essentiel d'organiser un séjour d'études dans la capitale mondiale du vélo, Copenhague.

En effet, Copenhague est aujourd'hui la ville européenne de référence en matière de cyclabilité, avec une part modale des vélos de près de 50 % des déplacements.

Un séjour d'étude, organisé du 22 au 24 octobre, et comprenant la pratique et l'observation des aménagements cyclables, des rencontres avec des décideurs politiques et des experts danois, doit permettre de mieux comprendre l'enjeu et la manière de rendre une ville cyclable avec les meilleures références actuelles.

Dans le cadre de ce séjour d'études, il est proposé que Monsieur Philippe Saurel, Président de Montpellier Méditerranée Métropole et Mustapha Majdoul, conseiller délégué au Vélo et Mobilités douces, soient accompagnés de personnels administratifs qualifiés de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que 2 représentants de l'association Vélocité.

Il est proposé la prise en charge au réel des frais relatifs à ce séjour d'études : déplacements en avion, hébergement en hôtel et rémunération du prestataire organisateur couvrant les frais d'honoraires, de transport, et les repas. Ces frais représentent un total de 29 469,69 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge des frais relatifs à ce séjour d'études ;
- dire que ces dépenses sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Mustapha MAJDOUL, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-106255-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.